



PAR BERNARD ESAMBERT (54)

ancien conseiller industriel et scientifique de Georges Pompidou

Une industrie pour la France

La baisse de compétitivité de notre pays et ses désindustrialisations sont revenues au cœur du débat public. Les causes en sont connues. Le redressement implique des réformes structurelles touchant à la fiscalité, à l'innovation, à la formation, au code du travail. Reste à imaginer, au niveau de l'Europe, une nouvelle dynamique et de nouvelles règles qui concilient les initiatives des États et de l'Union avec la liberté d'action des entreprises.

L'industrie est au cœur du phénomène. Pour ne prendre qu'un chiffre, le secteur industriel représente 22,4% de la valeur ajoutée de la zone euro, mais seulement 16% en France. Ce qui ne veut pas dire que l'industrie pèse le 5^e de l'économie des pays européens. Si l'on y ajoute les externalisations de toute nature – et l'imagination des gestionnaires a fait merveille en la matière –, il est probable que l'industrie au sens large représente encore près de la moitié de la richesse des nations européennes. Raison de plus, si l'on tient compte de son effet d'entraînement, pour s'interroger sur les raisons d'une telle régression en France.

Une compétitivité perdue

Il y a deux causes tout à fait distinctes : nous ne parvenons à rivaliser ni avec les pays qui produisent moins cher (Asie, Maghreb, Europe de l'Est), ni avec ceux qui produisent mieux (Allemagne). Voyons d'abord

ceux qui produisent moins cher : bien sûr les produits chinois ont joué un rôle non négligeable, amplifié par les délocalisations de groupes français en Orient. Les salaires chinois ont beau augmenter, l'écart de coût du travail reste important, même si la Chine industrielle n'est plus celle de Dickens. Cela dit, l'argument du coût du travail perd de sa force si l'on y ajoute les coûts logistiques, le handicap des distances géographiques et culturelles, les problèmes de propriété industrielle. La meilleure preuve en est le retour aux États-Unis, et même plus timidement en France, d'usines à produits de bas de gamme. La Chine, qui dispose déjà d'un million de chercheurs, va monter en gamme et satisfaire son marché intérieur. Si l'industrie française a perdu 700 000 emplois en dix ans, soit 20% de ses effectifs, c'est pour l'essentiel en raison de sa perte de compétitivité au sein du groupe des pays développés, et pas seulement vis-à-vis de l'Allemagne.

Perte de références nationales

Comment en est-on arrivé là ? Du côté des grandes entreprises, nous avons, depuis l'époque De Gaulle-Pompidou, réussi à construire un faisceau de champions de grande qualité, mais celui-ci, entraîné par une dynamique poussée à l'extrême, perd progressivement ses références nationales : la base arrière où se situaient des emplois de haut niveau dans la gestion, la recherche-développement, s'amenuise – à la différence de ce qui se passe en Allemagne –, et la recherche des sous-traitants « les mieux-disants » dans le monde entier, terrain de chasse de nos champions, néglige la proximité singulièrement technologique qui permet de maintenir la connaissance intime des produits, des métiers, des technologies et de leur évolution.

Nous ne parvenons à rivaliser ni avec les pays qui produisent moins cher ni avec ceux qui produisent mieux

Peu de PME exportatrices

La faiblesse de notre appareil de PME et surtout de grosses PME qui constituent outre-Rhin le Mittelstand est une seconde explication. Nous avons deux fois moins de PME exportatrices qu'en Allemagne et très peu de celles qui, véritables petites multinationales de quelques centaines d'employés, constituent le fer de lance des entreprises allemandes. Et leur effort de recherche-développement est plus timide que dans les autres pays développés.

Alors que les grandes entreprises allemandes « chassent en meute » sur le marché mondial en y emmenant leurs PME, le cloisonnement subsiste en France. Mais c'est une

Le recul des exportations

La France assurait il y a vingt ans près de 6% des exportations mondiales, contre 3,3% aujourd'hui. Les exportations industrielles françaises ne pèsent plus que 13% de celles de la zone euro contre 16,7% en 1998. Notre déficit commercial, qui aura atteint 70 milliards d'euros en 2011, correspond à la perte de presque 700 000 emplois, soit près du 5^e du niveau de chômage actuel. Notre secteur manufacturier au sens large ne représente plus que 16% de la valeur ajoutée marchande en 2008 contre près de 30% la même année en Allemagne.

Vues à court terme

Le taux de recherche-développement de nombreux groupes français a baissé ces dernières années, traduisant ainsi l'accent mis sur le court terme au détriment du temps long, qui seul permet de juger les performances réelles de l'entreprise – et il est navrant de constater que les nôtres ont cédé plus facilement que nombre d'autres à la pression des analystes financiers. Il y a là une raison de notre déclin industriel.

chose de dire qu'il faut doubler le nombre de nos PME et une autre d'y arriver, si l'on en juge par les innombrables mesures prises depuis vingt ou trente ans pour remédier à cette insuffisance notoire, structurelle, et ancienne. Mesures qui de toute évidence n'ont pas porté leurs fruits, probablement parce que homéopathiques par rapport à la taille du problème et parce que l'on n'a pas traité le problème de la transmission de ces entreprises comme les Allemands ont su le faire dans les années quatre-vingt. Du côté des grandes entreprises, la double dérive, mentionnée plus haut, de ces dernières années ne se corrigera qu'avec la mise en œuvre d'un environnement notamment économique et fiscal stable et raisonnable qui redonnera confiance aux équipes dirigeantes, cadres et chercheurs de nos grands groupes. Toutes les décisions de l'État doivent désormais être prises dans ce contexte, même si l'État n'a plus en main tous les leviers de commande. Toutes les périodes de croissance de notre économie ont été celles où consommation et investissement sont allés de pair.

Coût du travail

Sur le plan macroéconomique, un allègement sensible des charges qui pèsent sur les entreprises et sur le coût du travail s'impose de toute évidence. Si les salaires horaires sont actuellement relativement semblables en Allemagne et en France, ils sont largement supérieurs chez nous à la moyenne européenne et surtout les charges qui s'y ajoutent sont nettement plus faibles chez nos

voisins. Bien entendu, la crise et l'endettement qu'elle a révélé ne faciliteront pas la tâche de nos gouvernants. Il est cependant impératif de parvenir d'urgence à supprimer une partie des cotisations assises directement sur les salaires et de les remplacer par d'autres recettes pesant le moins possible sur l'activité économique.

La TVA dite sociale (surtout si l'on exonère du relèvement les produits de première nécessité) est une solution qui fait participer les importations aux financements recherchés et qui permettrait de faire converger cette forme de fiscalité au sein de l'Europe. Un relèvement général de la CSG en est une autre ainsi qu'un accroissement sur la fiscalité du patrimoine et des revenus des privilégiés à condition de respecter un minimum d'homogénéité au niveau européen. Une fiscalité écologique, la taxe sur les transactions financières peuvent également jouer un rôle dans la panoplie des mesures à prendre (ou qui auront été prises quand cet article paraîtra).

Redonner confiance aux équipes dirigeantes

Former des ingénieurs

Mais le but ne sera pas atteint pour autant. Produire mieux résulte d'un meilleur savoir et c'est tout notre système éducatif qui doit être repensé dans le sens d'une plus grande professionnalisation sans que soit négligée pour autant la culture générale qui donne leur autonomie aux jeunes. À titre d'exemple, rappelons que la Corée du Sud, avec environ 48 millions d'habitants, produit deux à trois fois plus d'ingénieurs

Monnaie commune

Avant l'institution de l'euro, les parités monétaires compensaient les écarts de coût du travail charges comprises. Avec une monnaie commune, ces écarts ne peuvent que réduire la dynamique de nos entreprises qui ne peuvent y faire face qu'en comprimant leurs marges au risque de réduire leurs capacités d'innover et d'investir pour l'avenir.

que la France. Et qu'on ne se leurre pas sur leurs qualités : en témoignent l'invasion des voitures et des téléphones mobiles coréens sur notre marché, la récente percée spectaculaire du nucléaire coréen à nos portes, le quasi-monopole mondial de la construction navale coréenne et bien d'autres témoins de la dynamique spectaculaire d'un pays en train de se dégager de l'image d'une France d'Asie du Sud-Est. Et que dire de la maîtrise de l'informatique et des médicaments génériques en Inde et des performances des processus industriels en Chine ? Les pays émergents ont rejoint, parfois dépassé, nos avantages comparatifs.

La solution ne consiste pas à supplanter l'Allemagne de descendre à notre niveau, mais à s'élever pour rejoindre le sien. En sortant de la médiocrité en recherche-développement (2,1% de notre PIB contre 3% pour plusieurs de nos compétiteurs). En élevant rapidement le niveau d'éducation des jeunes Français (les Américains se sont fixé comme objectif de porter leur jeunesse au niveau « entrée dans le *graduate* » en 2018). Notre sortie ne peut être que vers le haut, vigoureusement et urgemment.

Enclencher un cercle vertueux

Faut-il rappeler que les entreprises compétitives s'enrichissent certes, mais qu'elles payent plus d'impôts, créent de l'emploi, favorisent donc la consommation et enclenchent ainsi un cercle vertueux ? Faut-il rappeler aussi que tous les grands programmes sur lesquels nous vivons aujourd'hui (télécommunications modernes, nucléaire civil, Ariane, l'Airbus, le TGV, le CFM 56) ont été lancés dans les années 1960-1970 et qu'il convient d'en renouveler le stock en tenant compte de l'apparition d'une nouvelle science reine, la biologie, et des progrès fulgurants de l'informatique et de l'électronique qui n'en sont pourtant qu'à leurs débuts ?

Nouvelle régulation des échanges

Au-delà de tous les débats à engager sur la structure de nos entreprises et sur les modes de financement de la protection sociale, il restera, mais c'est une œuvre de plus

longue haleine, à imaginer une régulation librement consentie des échanges commerciaux prenant en compte de grandes zones géographiques de tailles suffisamment importantes et homogènes pour éviter le risque de protectionnisme. L'Europe va être confrontée à une contraction de la main-d'œuvre disponible, et nombreuses seront les régions européennes concernées par des pénuries structurelles de main-d'œuvre. Il va nous falloir optimiser la répartition du travail à l'échelle européenne. L'obstacle sera pour l'essentiel cul-

Champions français

Pourquoi faut-il que nous soyons le seul pays où le patriotisme industriel soit considéré comme ringard alors qu'il ne viendrait pas à l'idée d'un Américain de douter de la nationalité de Microsoft, de General Electric ou de General Motors ? Le départ d'Arcelor vers d'autres cieux ne démontre-t-il pas l'évident intérêt de disposer de champions français ?

turel, les jeunes Portugais ne rêvant plus de France depuis longtemps, mais d'Amérique ou de Singapour.

Optimiser la répartition du travail en Europe

Justice sociale et liberté d'entreprendre

Tirer argument de l'ampleur des difficultés pour avancer trop lentement nous condamnerait à un déclin inéluctable. « Invente ou je te dévore », demandait le Sphinx. Il faut d'urgence s'atteler à toutes ces tâches et mettre en œuvre une masse critique de mesures. En maintenant la justice sociale qui constitue le fond de doctrine de tous les grands partis politiques modérés d'Europe. Sous Georges Pompidou, les fruits des gains de productivité étaient également partagés entre actionnaires et salariés. Sans oublier qu'il avait su mobiliser le monde des entreprises, créer un surcroît de croissance d'un demi-point à un point par an par rapport à nos voisins et avait ainsi propulsé la

Trois mousquetaires

Ils étaient quatre à avoir œuvré sous la conduite du Président Pompidou au développement de l'industrie en France, au point d'en être surnommés « les 3 Mousquetaires » : Bernard Esambert (54), Jean-Paul Parayre (57), Lionel Stoléro (56) et Gérard Worms (55). Ils partagent pour l'essentiel l'analyse de la situation et des solutions exposées ici.

France largement en tête du peloton européen. Nous sommes désormais rentrés dans le rang. Une politique industrielle doit-elle, encore aujourd'hui, ne pas s'éloigner du sommet de l'État ? Sans doute à condition de laisser une totale liberté d'action aux entreprises ainsi encouragées à chercher, à investir, à témoigner partout dans le monde sans négliger leur pays d'origine. Dans un monde en complet bouleversement, la meilleure défense réside une fois de plus dans l'attaque et dans la réapparition de la *furia francese*. ■

18^e Journée nationale d'Intelligence économique d'entreprise

Relever le défi de la compétitivité, et notamment de la compétitivité par l'innovation, a réuni cent cinquante auditeurs aux conférences de la 18^e Journée nationale d'Intelligence économique d'entreprise, qui s'est tenue le 20 novembre à l'École polytechnique. Les champs d'application recouvraient autant le numérique que les énergies ou bien la sidérurgie. Avec pour constat fréquent une radicalisation de la concurrence qui affecte désormais aussi bien les technologies dites « hautes » que celles hier cataloguées comme traditionnelles. Une concurrence qui s'exerce à la fois par une pression tarifaire mais aussi *via* les normes ou du *lobbying*, et bien sûr par l'innovation. Mais une innovation accessible

désormais à un nombre croissant de pays, qui additionnent ainsi bas coûts salariaux et créativité technique, au service d'une agressivité commerciale efficace. Les débats ont souligné l'importance de repenser et resserrer les liens entre chercheurs mais aussi étudiants d'une part, et d'autre part les acteurs économiques actuellement placés parmi les meilleurs vecteurs d'innovations, en particulier ceux de petite taille : PME, jeunes entreprises technologiques, essaimages de nos laboratoires. Au-delà des actuelles passerelles, peu lisibles, les interrogations ont porté sur les moyens de créer des relations plus directes, plus concrètes et plus opérationnelles. À ce titre ont pu être exposées plusieurs *start-ups*

récemment créées par des polytechniciens et avec le support de ParisTech : Wizzilab, représenté par Michaël André (93) et fondé autour d'un nouveau standard de télécommunications (Dash7) ; Qarnot, créé par Paul Benoît (95), axé sur des radiateurs électriques pour la récupération de la chaleur émise par les processeurs de calcul, afin de chauffer des habitations ; et Corsica Sole, dirigé par Michaël Coudyser (98), sur les technologies photovoltaïques et la recharge de véhicules électriques. Cet événement, auquel participaient de nombreux anciens dont Laurent Billès-Garabédian, Pascal Faure, Gabrielle Gauthey, Louis Pouzin, Henri Martre, Bernard Esambert, Grégoire Postel-Vinay et Pierre-Jean Benghozi, était organisé avec l'Académie de l'intelligence économique. ■

Philippe Laurier